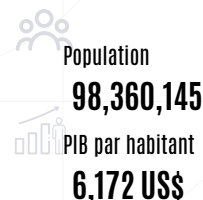
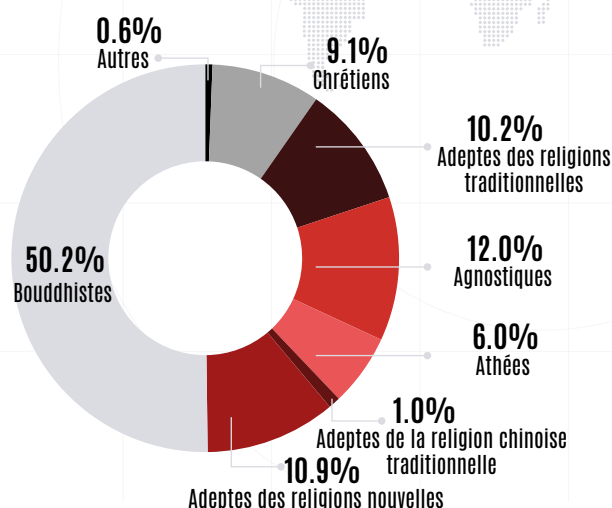




VIETNAM

RELIGION



LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

En théorie, la Constitution¹ de la République socialiste du Vietnam, pays communiste, reconnaît formellement que tout « citoyen jouit du droit à la liberté d'opinion et d'expression » (article 25), et que chacun « jouit de la liberté de croyance et de religion » pour « suivre une religion ou aucune. Toutes les religions sont égales devant la loi. Nul n'a le droit d'empiéter sur la liberté de croyance et de religion, ni d'invoquer ses croyances ou sa religion pour violer les lois » (article 24, alinéas 1 à 3).

Conformément à l'article 70, alinéa 5, l'Assemblée nationale vietnamienne a le pouvoir « de décider de la politique de l'État en matière de religions ». L'article 9, alinéa 1, reconnaît également le Front de la patrie du Vietnam comme « une alliance politique et une union volontaire » de différentes organisations, y compris religieuses.

Les questions religieuses sont régies par la Constitution, mais aussi par diverses lois. Le 1er janvier 2018 entre en vigueur une « loi sur les croyances et la religion² ». Avant son approbation par l'Assemblée nationale le 16 novembre 2016, le projet de loi a traversé un long processus d'examen. À la surprise générale, le Bureau

des affaires religieuses du gouvernement l'a même soumis aux communautés religieuses du pays pour qu'elles le commentent.

La loi de 2018 reconnaît les organisations religieuses comme des « personnes morales non commerciales » légitimes. En août 2016, la Conférence épiscopale catholique du Vietnam a déclaré que « le mot "personne morale" avait déjà été utilisé dans des sens différents pour la reconnaissance des organisations religieuses », et a proposé que la loi énonce plus « clairement » le statut et les droits des personnes morales non commerciales telles que les organisations religieuses.³ Sur le papier, la loi de 2018 répond à ces préoccupations et pourrait permettre aux organisations religieuses de défendre certaines de leurs revendications juridiques, en particulier dans les litiges fonciers entre les autorités civiles et les organisations religieuses.

De fait, au cours de ces vingt dernières années, décrets et autres règlements du gouvernement vietnamien reflètent un changement d'orientation à l'égard de la religion. Le Parti communiste vietnamien a abandonné la stricte doctrine marxiste-léniniste en matière de religion. Le souhait que la religion périclite semble avoir disparu, et elle est de plus en plus considérée comme un élément positif de

la culture et des traditions nationales, capable, du moins en principe, de contribuer au bien-être du pays et à son développement.

Toutefois, les évêques catholiques ont fait part de leurs réserves⁴ à propos de la loi de janvier 2018. Selon eux, elle opère un recul par rapport à l'Ordonnance de 2004 sur les croyances et la religion. L'Église regrette que les autorités vietnamiennes s'appuient encore sur le système dit « de la demande et de l'octroi » (« xin-cho »).⁵ Cela oblige les organisations religieuses à déposer des demandes pour la moindre initiative. Les autorités délivrent des autorisations au cas par cas.⁶

La loi de janvier 2018 n'évoque pas non plus clairement dans quelle mesure les organisations religieuses jouissent de leur liberté dans l'éducation et la santé. Même si en août 2016, la Conférence épiscopale a interprété le projet de loi initial comme « une autorisation » à s'impliquer dans la santé et l'éducation « à tous les niveaux : jardins d'enfants, écoles primaires, secondaires et universités »⁷, la version finale du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale est vague. L'article 54 de la loi dispose que les organisations religieuses peuvent participer à des activités éducatives, de formation, de santé, d'assistance sociale, caritatives et humanitaires, sans détailler. Reste à savoir si les organisations religieuses pourront ouvrir et gérer des établissements d'enseignement et de santé, conformément à leurs convictions religieuses fondamentales.

Au Vietnam, la religion semble encore considérée comme une épée à double tranchant, capable de contribuer à la société, mais aussi d'alimenter les troubles et de saper l'unité nationale. Qui plus est, même si les autorités vietnamiennes donnent l'impression que sous leur égide, la situation religieuse au Vietnam est harmonieuse, on ne peut nier que leur surveillance soit envahissante et coercitive.

Le 11 septembre 2017, un haut responsable de la sécurité publique, le général Vu Chiên Thang, a été nommé président du Bureau gouvernemental des affaires religieuses, l'entité administrative chargée de gérer les activités et organisations religieuses dans le pays.⁸ Les évêques catholiques du Vietnam estiment que les agences de sécurité publique ont une attitude hostile à l'égard des organisations religieuses considérées comme des « forces d'opposition ».⁹

En janvier 2019, l'adoption d'une loi draconienne sur la

cybersécurité constitue l'un des plus récents obstacles juridiques à la liberté religieuse au Vietnam. Elle donne au gouvernement un contrôle étendu sur les communications par Internet, avec de plus grands pouvoirs de surveillance et de censure. A titre d'exemple, l'agence de presse catholique AsiaNews a déjà été bloquée par le gouvernement. Désormais, en application de la nouvelle loi, les utilisateurs qui contournent la restriction en passant par des sites anonymes peuvent être sanctionnés. A ce propos, Mgr Paul Van Chi Chu, porte-parole de la Fédération des médias catholiques, s'insurge : « le Parti communiste considère inacceptable que la doctrine sociale catholique sur la dignité humaine et le bien commun dans la société traite de l'oppression, du rôle de l'État, de la subsidiarité, de l'organisation sociale, des préoccupations de justice sociale et des questions de répartition des richesses ».¹⁰

INCIDENTS

Les conflits entre l'Église catholique et le Parti communiste en matière de propriété foncière et immobilière se poursuivent sans relâche depuis que le système vietnamien de parti unique a lancé ses réformes économiques Doi Moi (rénovation) dans les années 1980. Il en résulte qu'une grande quantité de biens privés – dont des biens appartenant à l'Église catholique – ont été saisis pour construire des infrastructures publiques telles que des écoles et des autoroutes.¹¹ Début 2019, le gouvernement a démoli une centaine de bâtiments près de Ho Chi Minh-Ville, dont un appartenant à l'Église catholique. Les biens immobiliers de l'Église catholique ainsi détruits comprenaient une maison de Rédemptoristes. Elle abritait dix-huit anciens combattants handicapés, rescapés de la guerre du Vietnam.¹² S'adressant à l'agence de presse Reuters, Mgr Vincent Long Van Nguyen a insisté sur le fait que de tels incidents reflétaient « un modèle de comportement » du gouvernement par rapport aux terres et propriétés de l'Église.¹³

L'incident survenu à Ho Chi Minh-Ville fait suite à une attaque contre une propriété de l'Église en juin 2018. Les religieuses de la Congrégation des Amantes de la Sainte-Croix et la paroisse de Thủ Thiêm ont été priées de céder leur bien au gouvernement, afin que ce dernier puisse développer le nouveau projet urbain Thủ Thiêm. Bien que le gouvernement ait déclaré qu'il prévoyait la reconstruction des installations des religieuses, Sœur Maria Nguyen Thi Ngoan, Supérieure Générale, a exprimé ne pas vouloir que le couvent soit déplacé de la région parce que « c'est une terre sacrée où nos premières sœurs ont construit la

congrégation ». ¹⁴

En août 2020, un monastère bénédictin a été attaqué dans la province de Thua Thien Hue, au centre du Vietnam, dans le cadre d'une campagne planifiée visant à harceler les membres du monastère et à les forcer à quitter la propriété. Les assaillants sont entrés par effraction et ont agressé le Père bénédictin Antony Vo Van Giao. Le gouvernement projette de transformer le lac Thuy Tien, tout proche, en une destination touristique. C'est pour cette raison que les autorités souhaitent le départ des moines. La zone contestée comprend une forêt, plantée par les Bénédictins en 1940. Trente-cinq ans plus tard, 57 hectares de ce terrain ont été « empruntés » par le gouvernement et remis à la société forestière Tien Phong. ¹⁵

Alors que la loi sur les croyances et la religion, entrée en vigueur le 1er janvier 2018, promettait d'apporter des changements, peu d'améliorations concrètes ont été observées. ¹⁶ En fait, c'est la liberté religieuse des membres de groupes religieux indépendants et non enregistrés qui s'est essentiellement détériorée au cours des dernières années.

En mars 2019, un tribunal de la province de Gia Lai a condamné à dix ans de prison le pasteur Ksor Ruk, chef chrétien du peuple des montagnards. L'homme avait déjà purgé une peine de six ans entre 2005 et 2011. En août 2019, un autre chrétien montagnard, l'activiste Rah Lan Hip, a été condamné à sept ans de prison. ¹⁷ Comme le pasteur, Rah Lan Hip est accusé d'être impliqué dans la communauté protestante Dega, une entité religieuse indépendante non enregistrée, qualifiée de maléfique « Gie Sua » par les fonctionnaires du gouvernement. ¹⁸ Ils considèrent les chrétiens montagnards et hmongs comme une menace pour la « sécurité nationale » et « l'unité nationale ». Ces chrétiens sont fortement persécutés et forcés d'abandonner publiquement leur foi religieuse. Beaucoup d'entre eux se voient refuser les documents juridiques nécessaires pour prouver leur citoyenneté, obtenir une carte d'identité ou posséder des biens immeubles. Une telle discrimination religieuse a pour conséquence qu'environ 10.000 personnes se retrouvent sans preuve de citoyenneté, donc « apatrides ». ¹⁹

Nguyen Bac Truyen, un défenseur de la liberté religieuse, s'inquiète de la répression sévère des individus et des groupes qui n'appartiennent pas à des groupes religieux contrôlés par le gouvernement. ²⁰ Nguyen Bac Trueyn, un membre de la communauté bouddhiste Hoa Hao et ardent défenseur des droits des minorités religieuses, a été

condamné en 2018 au motif qu'il agissait « pour renverser le gouvernement du peuple ». ²¹ En août 2020, 62 parlementaires du monde entier ont écrit une lettre ouverte demandant la libération de M. Truyen. La lettre condamnait également l'actuelle campagne d'intimidation, de violence physique, de destruction de biens et d'emprisonnement que le gouvernement vietnamien dirige contre les minorités religieuses, dont les chrétiens hmongs et montagnards. ²²

En mars 2020, au début de l'actuelle pandémie de covid-19, le gouvernement vietnamien a arrêté et condamné trois chefs de la communauté religieuse non enregistrée Ha Mon. Ils se cachaient dans les montagnes de Jo Mong, dans la province de Gai Lai. Après avoir vécu dans la clandestinité pendant huit ans, les trois hommes purgent maintenant huit années de prison pour avoir « saboté la mise en œuvre de politiques de solidarité ». ²³

Alors que les chrétiens montagnards et hmongs subissent des persécutions croissantes, on observe quelques changements positifs dans le pays.

En juillet 2020, dans la subdivision 179 du district de Dam Rong, les autorités locales ont publié un plan de développement des infrastructures qui, s'il est mis en œuvre, fournirait une route, un centre communautaire et une clinique à la communauté chrétienne locale. ²⁴

Le gouvernement a également permis au diocèse de Thai Binh de commencer la construction du grand séminaire du Sacré-Cœur, qui abritera jusqu'à 300 séminaristes. Ces installations dans le nord du Vietnam, nouvelles et agrandies, arrivent à un moment où les vocations sacerdotales se multiplient. En décembre 2019, Mgr Nguyen a ordonné 26 nouveaux diacres et 11 nouveaux prêtres. ²⁵

Mgr Joseph Vu Van Thein, archevêque de Hanoi, a présidé la cérémonie d'inauguration d'un nouveau centre pastoral dans la capitale le 5 août 2020. L'archidiocèse de Hanoi, fondé en 1679, comprend plus de 300.000 catholiques et 161 paroisses. ²⁶

PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Les perspectives de liberté religieuse au Vietnam restent incertaines. D'une part, une majorité écrasante de chrétiens évangéliques, en particulier certains groupes ethniques minoritaires, connaissent une forte répression, tant au niveau individuel qu'institutionnel. D'autre part, l'Église catholique voit augmenter les vocations et le gouvernement commence doucement à accorder des permis pour

la construction de nouvelles installations religieuses.²⁷

Globalement, il semble que les groupes religieux enregistrés auprès du gouvernement s'en sortent mieux que les groupes indépendants.²⁸ Les perspectives de liberté reli-

gieuse au Vietnam ne s'amélioreront durablement que si le gouvernement revoit sa politique intrusive et restrictive à l'égard des institutions religieuses indépendantes non enregistrées.²⁹

NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

1 Viet Nam 1992 (rev. 2013), Constitute Project, https://www.constituteproject.org/constitution/Socialist_Republic_of_Vietnam_2013?lang=en

2 Luke Hunt, "Vietnam's Religious Law: Testing the Faithful," *The Diplomat*, 12 janvier 2017, <https://thediplomat.com/2017/01/vietnams-religious-law-testing-the-faithful/>

3 "Les évêques vietnamiens commentent le nouveau projet de loi sur les croyances et la religion," *Églises d'Asie*, 6 septembre 2016, <https://missionsetrangeres.com/eglises-asie/2016-09-06-les-vevques-vietnamiens-commentent-le-nouveau-projet-de-loi-sur-les-croyances-et-la-religion/>

4 « Les remarques sincères et franches des évêques vietnamiens sur la loi relative aux croyances et à la religion », *Églises d'Asie*, 8 juin 2017, <https://missionsetrangeres.com/eglises-asie/2017-06-08-les-remarques-ab-sinceres-et-franches-bb-des-vevques-vietnamiens-sur-la-loi-relative-aux-croyances-et-a-la-religion/>

5 « Communistes et catholiques se comprennent beaucoup mieux qu'autrefois » – interview exclusive du président de la Conférence des évêques du VietnamBishops," *Églises d'Asie*, 3 juillet 2017, <http://eglasiemepasie.org/asie-du-sud-est/vietnam/2017-07-03-ab-communistes-et-catholiques-se-comprennent-beaucoup-mieux-qu2019autrefois-bb>

6 "Traduction intégrale des remarques envoyées par les évêques à l'Assemblée nationale au sujet de la loi sur les croyances et la religion," *Églises d'Asie*, 19 septembre 2017, <https://missionsetrangeres.com/eglises-asie/2017-09-15-traduction-integrale-des-remarques-envoyees-par-les-vevques-a-l2019assemblee-nationale-au-sujet-de-la-loi-sur-les-croyances-et-la-religion/>

7 Ibid.

8 "Un nouveau responsable du Bureau des Affaires religieuses issu de la Sécurité publique," *Églises d'Asie*, 26 septembre 2017, <https://missionsetrangeres.com/eglises-asie/2017-09-26-un-nouveau-responsable-du-bureau-des-affaires-religieuses-issu-de-la-securite-publique>

9 "Traduction intégrale des remarques envoyées par les évêques à l'Assemblée nationale au sujet de la loi sur les croyances et la religion," op. cit.

10 J. B. An Dang, "Vietnam's new law on online privacy and freedom of thought generates fear," *AsiaNews*, 13 juin 2018, <http://www.asianews.it/news-en/Vietnam%E2%80%99s-new-law-on-online-privacy-and-freedom-of-thought-generates-fear-44159.html>

11 Rina Chandran, "Vietnam demolitions pit Catholic Church against authorities," *Reuters*, 17 janvier 2019, <https://in.reuters.com/article/us-vietnam-landrights-protests/vietnam-demolitions-pit-catholic-church-against-authorities-idUSKCN1PB16N>

12 "Catholic homes and property destroyed by Vietnamese government," *Catholic Outlook*, 19 janvier 2019, <https://www.catholicoutlook.org/catholic-homes-and-property-destroyed-by-vietnamese-government/>

13 Rina Chandran, op cit.

14 Joachim Pham, "Sisters in Vietnam refuse government to turn over convent lands," *Global Sisters Report*, 4 juin 2018, <https://www.globalsistersreport.org/news/trends/sisters-vietnam-refuse-government-order-turn-over-convent-lands-54136>

15 Thua Thien Hue, "Land grabbers harass monks at Vietnamese monastery," *UCANews*, 13 août 2020, <https://www.ucanews.com/news/land-grabbers-harass-monks-at-vietnamese-monastery/89138>

16 "New religion control law changes little in Vietnam after 1 year," *World Watch Monitor*, 18 décembre 2018, <https://www.world-watchmonitor.org/2018/12/new-religion-control-law-changes-little-in-vietnam-after-1-year/>

17 "Rights group urges EU to highlight religious freedom in Vietnam dialogue," *International Christian Concern*, 21 février 2020, <https://www.persecution.org/2020/02/21/rights-group-urges-eu-highlight-religious-freedom-vietnam-dialogue/>

18 "Vietnam: Events of 2019," *Human Rights Watch*, <https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/vietnam#ada87c>

19 "Experts raise Vietnam's human rights violations against Christians in letter to US President," *Alliance Defending Freedom*, 28 mai 2020, <https://adfinternational.org/news/experts-raise-vietnams-human-rights-violations-against-christians-in-letter-to-us-president/>

20 Kasit Piromya, "Why are peaceful human rights activists still behind bars in Vietnam?" *The Diplomat*, 30 juillet 2020, <https://thediplomat.com/2020/07/why-are-peaceful-human-rights-activists-still-behind-bars-in-vietnam/>

21 "Open Letter – Vietnam: Immediately and unconditionally release Mr. Nguyen Bac Trueyn," *Asian Parliamentarians for Human Rights*, 13 août 2020, <https://www.forb-asia.org/mps-in-action/open-letter-vietnam-immediately-and-unconditionally-release-mr-nguyn-bc-truyn>

22 Ibid.

23 Kasthuri Patta, "Vietnam cracks down on minorities amid the pandemic," *The Jakarta Post*, 4 septembre 2020, <https://www.thejakartapost.com/academia/2020/09/04/vietnam-cracks-down-on-minorities-amid-pandemic.html>

24 "Local Vietnamese government announces infrastructure plan to aid ethnic minority Christians," *International Christian Concern*, 24 juillet 2020, <https://www.persecution.org/2020/07/24/local-vietnamese-government-announces-infrastructure-plan-aid-ethnic-minority-christians/>

25 « Le diocèse de Thai Binh inaugure la fondation du nouveau séminaire du Sacré-Cœur », *MEP*, 22 septembre 2020, <https://missionsetrangeres.com/eglises-asie/le-diocese-de-thai-binh-inaugure-la-fondation-du-nouveau-seminaire-du-sacre-coeur/>

26 "Hanoi Archdiocese starts work on huge pastoral center," *UCANews*, 8 août 2020, <https://www.ucanews.com/news/hanoi-archdiocese-starts-work-on-huge-pastoral-center/89071>

27 "Catholic diocese in Vietnam builds new seminary amid rising vocations," *Catholic News Agency*, 2 octobre 2020, <https://www.catholicnewsagency.com/news/catholic-diocese-in-vietnam-builds-new-seminary-amid-rising-vocations-73835>

28 Thomas J. Reese, S.J., and Mary Ann Glendon, "How Vietnam respects and protects religious freedom has implications beyond its own borders," *America Magazine*, 18 février 2016, <https://www.americamagazine.org/issue/report-vietnam>

29 Ibid.